

2305 **Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

Notre pause est terminée. Notre pause abrégée. Et je vais donc appeler immédiatement madame Rose Ngo Ndjel pour se présenter devant nous et nous parler au nom d'Afrique au Féminin. Bienvenue, madame.

2310

**Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

Ah, mais je me souviens.

2315

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

On s'est déjà rencontré.

2320 **Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

À Rosemont, peut-être, je vous ai vue.

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

2325

Ah oui. Oui, c'est vrai. C'est ça, mais comme elle m'a reconnue, c'est sûr que vous l'avez déjà fait au niveau de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, et nous, nous sommes Afrique au féminin, situé à Parc-Extension. Et aussi, la table du quartier de Parc-Extension a aussi fait une consultation concernant... C'est là, je crois, qu'il y a un mémoire qui vous est parvenu.

2330

Alors, quand Afrique au Féminin a été abordé, je vais... alors, j'ai amené certaines préoccupations qui je crois n'ont pas été énoncées.

2335 Normalement, Afrique au Féminin, c'est un centre de femmes. Donc, la mission principale, c'est l'intégration de la famille immigrante et ce que nous faisons de plus, c'est que quand une femme vient d'arriver, alors on s'occupe de son intégration pendant cinq ans.

2340 Et puis vous connaissez bien Parc-Extension, qui est le quartier le plus pauvre de Montréal, d'où la majorité de la population est féminine. Et puis les femmes sont issues de l'Asie du Sud, donc ce sont des femmes en situation très précaire. Et au niveau des services que rend la Ville de Montréal, ainsi que certains services institutionnels du territoire, ce n'est pas vraiment abordable pour ces femmes-là.

2345 Quand j'étais assise tout juste derrière, j'ai pu trouver qu'il y avait certains qui ont parlé vraiment du manque, en tout cas de l'accompagnement dans l'information et d'autres qui ont aussi amené ce point concernant la femme, et surtout la femme autochtone, actuellement, que j'ai parlé – que j'ai entendu dire.

2350 Donc, ce sont vraiment des points que je vais toujours apporter parce que je me demandais « mais qu'est-ce que je vais vraiment pouvoir apporter à cette consultation et qui soit, comme, différent de ce que les autres n'ont pas pu apporté ». Mais je réalise quand même que beaucoup qui sont passés devant vous ont apporté vraiment des problématiques que, peut-être, je vais encore réitérer ce soir. Mais en réitérant cela, ça montre vraiment l'ampleur. Ça veut dire  
2355 qu'au bas peuple, sûrement, c'est une problématique, un enjeu majeur que, vraiment, la Ville de Montréal doit prendre soin, quoi.

2360 Donc, ma première question, c'est sur l'information offerte aux personnes immigrantes, spécialement aux femmes immigrantes à statut précaire. Donc, quand nous constatons les femmes immigrantes à statut précaire, on parle vraiment des femmes sans statut, des femmes réfugiées, des étudiantes et puis celles qui ont des permis de travail et qui sont vraiment à statut précaire. On sait que Montréal a un nombre élevé d'immigrants à statut précaire sur son territoire, comme je les ai cités, ou bien des étudiantes étrangères et autres personnes.

2365            Alors, ces personnes ont beaucoup de difficulté à obtenir de l'information sur les services dont ils ont droit. Parce que généralement, je l'ai entendu quand je suis entrée, toute l'information au niveau de la Ville de Montréal se fait en français. Alors, ce qui fait vraiment un handicap pour nous parce que quand on envoie une lettre en français, quand on envoie ceci en français ou bien quand ils reçoivent une missive, ils viennent toujours pour nous demander : « Mais ça, c'est  
2370            quoi? Ça, c'est...? », et des fois, ce sont des allophones qu'on arrive à comprendre. Et je comprends la dame qui est passée quand j'entrais, elle a parlé des pictogrammes et le monsieur lui a posé une question concernant les pictogrammes; peut-être qu'on peut mettre en place.

2375            Alors, on dit parfois que ce sont des personnes oubliées du système mis en place, qui ne leur permet pas d'avoir une intégration facile. Alors, c'est vraiment important, et de développer une autonomie, une autonomie dans l'économie, dans le pays d'accueil, donc une autonomie économique, comme, quand ils arrivent, qu'est-ce qu'ils peuvent faire, qu'est-ce qui est vraiment à leur portée.

2380            Mais des fois ce sont des femmes qui, oui, elles ne sont pas allées à l'école, mais ont appris normalement des métiers d'art, mais suite à ce manque d'information, suite à ce manque de connaissance de leurs droits, de leurs obligations, n'arrivent pas vraiment à pouvoir franchir dans ce pays. Et c'est l'exemple où on peut dire que ces femmes restent toujours dans l'aide sociale, c'est-à-dire toujours et toujours, elles sont toujours là. Mais comment les enlever de  
2385            l'aide sociale pour aller vraiment travailler? C'est ça qui est important.

2390            Alors, ils sont mal orientés par le personnel au niveau des services mis en place par le système, qui ne le sait pas nécessairement. Qu'est-ce que je veux dire par là? Ça veut dire que souvent, quand ils viennent nous voir au niveau de l'organisme, des fois, même, quand on les accompagne, les intervenantes ou bien ceux qui sont là pour donner ce service sont vraiment ignorants, même, des fois, du service qu'ils offrent. Alors, je crois qu'il y a vraiment des formations à la Ville de Montréal à faire dessus.

2395            Même les organismes qui travaillent à l'intégration des personnes immigrantes peinent à trouver l'information fluide pour pouvoir leur venir en aide. Ça veut dire que c'est nous qui

travaillons pour eux vraiment au niveau du bas et qu'on n'arrive par avoir de l'information qui soit fluide, déjà en français, et vraiment, on n'arriverait pas vraiment à mieux travailler pour leur intégration. Ça, c'est quelque chose que nous devons faire.

2400            Alors, je me posais bien des questions, de savoir quelle information le système donne-t-il à ces personnes, parce que là, on arrive, comme, O.K., ce qu'on a en main, on peut pouvoir leur donner, mais est-ce qu'il y a vraiment de l'information que le système donne – le système, c'est Montréal – donne vraiment à ces personnes immigrantes à statut précaire quant au système des services sociaux, de la santé, de l'éducation, de l'emploi, de ce qu'ils ont vraiment droit à pouvoir  
2405 faire?

              Nous, normalement, au niveau de Parc-Extension, on arrive des fois dans des tables de concertation à parler de ... Parce que des fois, quand il manque d'information, quand ils ne connaissent pas leurs droits, ils se font beaucoup usurper. Parce que des fois, ce sont des  
2410 réfugiés et pour avoir droit, est-ce qu'il faut ça, est-ce qu'il faut ci? Si tu ne connais pas, alors tu te fais usurper de l'argent. Toute ton aide sociale va vraiment à l'intérieur de ça. Alors que si tu sais que, O.K., tu arrives dans un nouveau pays ou dans une nouvelle ville comme Montréal et tu peux recevoir de l'aide dans d'autres organisations, ce que nous pouvons avoir de mettre vraiment ce système en place, ça sera vraiment utile pour nous.

2415            Bon, je me demandais aussi s'il y a des guides simplifiés comme des pictogrammes, parce que d'autres sont analphabètes, donc ne comprennent vraiment pas. Qu'est-ce qu'on peut mettre en place? Peut-être ces pictogrammes pour pouvoir les aider à mieux s'orienter, à mieux avoir... ce sont des systèmes que j'apporte, quelque chose que le système a créé, diffusé et qui  
2420 soit simple à leur niveau pour faciliter leur intégration. Donc, c'est vraiment des systèmes pareils.

              Je me demandais aussi quelles informations est-ce qu'il y a vraiment dans ce domaine de simplifier l'information que la Ville de Montréal peut mettre en place et des fois, former ses intervenants. C'est quelque chose aussi que nous pouvons avoir, peut-être au niveau de ces  
2425 services, tous les services qu'offre la Ville.

2430 Donc, je me disais Afrique au Féminin, comme plusieurs autres organismes communautaires, serait très intéressé comment le système tente de rejoindre des personnes immigrantes à statut précaire sur son territoire et transmettre les informations relatives aux différents services ci-dessus et à leurs droits.

2435 À l'organisme, nous recherchons également les meilleures pratiques pour les informer et nous offrons toute notre collaboration à cela. Parce que nous, en tant qu'organisme prime, alors on touche vraiment le bas peuple et on est en face normalement de cette intégration nouvelle.

2440 Ma deuxième préoccupation était sur l'admission de... l'admission du racisme et de la discrimination dans cette société. Je ne sais pas comment... je me suis bien posé les questions, comment je pouvais l'amener, mais je crois quand même que beaucoup de gens en parlent. Nous en parlons dans cette consultation concernant le racisme, concernant la discrimination, mais on a déjà mis le doigt sur la blessure.

2445 Ce que moi je peux dire, c'est qu'il faut la guérir. Vraiment il faut la guérir. Et vous êtes là, donc, comme des commissaires à pouvoir travailler dessus et à pouvoir guérir vraiment cette blessure. Et je crois que c'est beaucoup de personnes qui ont déjà élaboré ces thèmes, mais c'est simplement pour dire que la problématique du racisme, de la discrimination, on peut tout dire, on peut vraiment le faire, mais c'est la personne qui le vit.

2450 C'est-à-dire, quand la personne est en train de le vivre devant... bien, devant l'information ou bien où il veut recevoir de l'aide, c'est là où tu le sens, c'est là où tu le vois. Parce que nous, notre organisme est situé tout juste à côté du CLSC et on voit beaucoup ça. On voit vraiment des familles en pleurs qui viennent nous voir pour aller rencontrer des intervenants au CLSC et qui ne connaissent même pas, dans le territoire de la Ville, qu'est-ce que la femme veut, et aussi la barrière de la langue.

2455 Donc, j'ai ramené vraiment cette discrimination, cette... ce racisme-là peut-être au niveau de l'emploi. Je parlerai de nouveau de l'emploi. Je sais que beaucoup de gens l'ont déjà abordé ici, mais quand je parle au niveau de l'emploi, peut-être au niveau des Sud-Asiatiques, mais

2460

aussi au niveau africain parce que je suis Africaine : il y a des fois la fuite des cerveaux au niveau de l'Afrique, qu'est le... ce que le Québec fait ou bien au niveau du gouvernement fédéral concernant les travailleurs qualifiés. Oui, vous les prenez et on les amène dans notre pays. Dans ce beau pays d'accueil, mais qu'est-ce qu'on fait d'eux généralement?

2465

Donc, je sais que c'est quelque chose qui est déjà ramené à votre niveau, mais je le réitère quand même. Même au niveau de l'éducation, même au niveau de la santé, comme je l'ai réitéré en haut. Mais sachant qu'en place quand même, on est reconnaissant que le système a mis des politiques pour des femmes et quand j'en parle, vraiment, je parle de la femme en général.

2470

Comme le statut de la femme, le ministère de la Condition féminine qui existe déjà, l'égalité entre hommes-femmes, la violence faite aux femmes, l'intimidation, harcèlement de la femme, l'allaitement, aussi : beaucoup de systèmes sont là pour des femmes, mais ils sont très... ils sont là, mais peut-être qu'ils sont aussi méconnus envers les femmes que nous avons.

2475

D'où je me base vraiment sur ces systèmes d'information et de savoir que oui, nous sommes dans cette consultation-là et vous l'avez et beaucoup de gens en ont déjà dit. C'est sûr que je ne vais pas réitérer ce que les autres ont déjà amené, mais la chose, la problématique est vraiment très, très, très sérieuse, et tout ce que nous avons pu donner, que ce soit au niveau de l'arrondissement, que ce soit au niveau de la consultation faite au niveau de la table du quartier, je suis beaucoup intervenu; ça, c'est sûr. Donc, j'espère par vous que cela puisse être mis en place.

2480

2485

Donc, comme conclusion, j'aimerais dire que tout faire savoir que la femme vit, à la femme en général, vit la discrimination et le racisme et surtout la femme immigrante en statut précaire. Et à Parc-Extension, on en a des fois dans mon organisme, j'en ai déjà vu, des femmes vraiment en situation précaire vivre cette discrimination-là parce qu'il manque vraiment d'avoir cette information et de savoir qu'est-ce qu'ils vont faire. Alors, s'ils se présentent pour avoir un service, alors le service n'est pas rendu à cause, je ne sais pas, de cette situation-là.

2490           Donc, le système a construit normalement une laïcité d'état sur le dos des immigrants. Je ne parlerai pas de voile, du code vestimentaire ce qui ne garantit pas le développement, vraiment, de leur résistance, et surtout de la femme africaine, que je peux parler ici et puis de la femme immigrante en général et en situation précaire.

2495           Donc, je vous remercie de m'avoir écoutée.

**Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

2500           Merci beaucoup. Je pense que vous touchez particulièrement à ce qu'on appelle l'intersectionnalité, c'est-à-dire que vous avez attiré notre attention sur le fait que des fois, les motifs de discrimination en se conjuguant les uns aux autres appauvrissent encore davantage, c'est-à-dire rendent la personne encore plus vulnérable.

2505           Et c'est une des questions sur lesquelles la commission va se pencher, toute la question de l'intersectionnalité, parce que lorsqu'on la conjugue avec le caractère systémique de la discrimination, ça fait un milieu extrêmement dynamique contre lequel un individu seul se trouve souvent démuné.

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

2510           Oui.

**Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

2515           Alors... mais moi, je voudrais vous poser à mon tour des questions sur les références que vous avez. Je veux dire, vous parlez de femmes à statut précaire, immigrantes; est-ce que vous n'êtes... votre organisme, est-ce qu'il est financé par... ou le ministère de l'Immigration, parce que vous rendez un service à une clientèle particulière, ou est-ce que vous avez des relations avec le Binam? En fait, je me rends compte que vous avez des relations avec la Table de

2520 concertation, entre autres, plusieurs partenaires communautaires, mais au niveau  
gouvernemental, est-ce que vous avez de l'aide?

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

2525 Oui, assurément. On existe... Afrique au Féminin existe depuis 33 ans, donc sûrement,  
on a de l'aide du domaine des ministères, le ministère de la Santé et des Services sociaux, donc  
ce qu'on appelle généralement le PSOC [phon.]. Ça, c'est nos plus gros financements. On a  
aussi de l'aide au niveau du ministère de l'Immigration, qui est pour les cours de francisation.

2530 Parce qu'à Parc-Extension, la majorité des femmes sont des femmes anglophones, donc  
il faut vraiment les franciser, et sûrement, on a mis en place des classes de francisation et ces  
femmes viennent et suivent des classes de francisation. Et puis au ministère de la Famille et des  
Aînés, concernant la garderie.

2535 Donc, c'est vraiment des... Parce que normalement, toute femme qui suit un atelier ou  
bien une classe de français au niveau d'Afrique au Féminin doit prendre un... doit laisser ses  
enfants au niveau de la halte-garderie. Donc, ça les aide normalement à mieux s'intégrer et à  
mieux affronter normalement le pays d'accueil.

2540 **Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

Mais c'est ce qui vous...

**Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

2545

Pardon. Mais pas de la Ville? Pas de financement de la Ville?

**Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

2550 Pas de financement de la Ville de Montréal, de relations avec le Binam ou... – c'est ça que tu veux savoir?

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

2555 Malheureusement, on n'a pas de relation avec le Binam. C'est sûr qu'avec le Binam, pour la... cette année, on avait mis... on avait envoyé un projet concernant... pour briser l'isolement des femmes. Parce qu'on fait quand même des ateliers d'art créatif pour... À Parc-Extension, normalement, les familles qui arrivent et qui sont des nouvelles... des nouveaux arrivants ne sont ... n'appriivoisent pas l'hiver. Alors, il faut les sortir avec des activités qui leur permettent d'être dehors et d'appriivoiser vraiment l'hiver. Mais on avait énoncé ce projet au  
2560 niveau du Binam, qui n'a pas été reçu, et le Binam devait arriver dans les arrondissements, d'où Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension...

**Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

2565 Oui.

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

2570 Oui, ils ont envoyé une intervenante pour pouvoir voir quelles sont les problématiques, mais c'est sûr que la problématique de la femme énoncée ne nous sied pas assez pour aller faire simplement des ateliers d'information. Mais non : je crois qu'il faut plus travailler terrain. Terrain pour ces femmes-là que d'aller faire vraiment des ateliers d'information. Parce que nous, notre mission, c'est vraiment de travailler terrain pour ces femmes-là et de voir que, bien, pour briser  
2575 son isolement et pour que la femme puisse se libérer de ce joug, alors qu'est-ce qu'on peut faire pour qu'elle puisse trouver un statut économique dans ce pays.

Donc, pour nous c'est ça qui important. Mais c'est sûr que ça ne nous a pas liés. Non, on n'a pas de financement du Binam, non.

2580

**Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

D'accord. Jean-François.

2585

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :**

2590

Oui, bonjour, deux petites questions. La première : est-ce qu'étant donné votre clientèle, est-ce que vous êtes amenée à être en relation avec la police, les services de police au niveau de l'arrondissement?

2595

Deuxième question, vous avez beaucoup évoqué la communication, l'information incomplète. Parfois, les gens avec qui vous transigez ne connaissent pas la bonne information. Je présume que ce sont les gens de l'arrondissement? C'est bien ça?

**Mme NGO DNJEL :**

2600

Oui.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :**

2605

Quand vous leur faites part de cette difficulté-là, que vous répondent-ils? Manque de ressources, autres raisons ou...?

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

2610 Mais c'est sûr que, oui, au niveau du quartier avec le PDQ 33, le poste de police, ils sont dans certaines tables et concertations et ils ont normalement deux policières qui sont communautaires et qui... avec qui nous travaillons.

2615 C'est sûr que nous étant un centre des femmes, il y a souvent, au niveau de l'intervention, qui doit être voilée, qui doit être discrète et qu'on ne peut pas pouvoir donner, mais c'est sûr que s'il y a quelque chose de grave comme une violence, on peut vraiment pouvoir le diffuser, appeler la police et l'amener à pouvoir se rendre sur les lieux. Ça, c'est dans toute discrétion.

2620 Mais au niveau de l'information, c'est sûr qu'on l'aborde normalement au niveau de l'arrondissement et surtout au niveau du quartier, mais ce n'est pas encore vraiment un problème résolu.

2625 Je vais vous prendre un exemple d'une étudiante étrangère en début d'année qui fréquentait l'organisme. Elle était enceinte, mais leur... son assurance, l'assurance étudiante ne couvrait pas son état de grossesse. Et elle en est... elle est partie pareil. Elle est morte parce qu'elle ne pouvait pas se rendre. Elle avait peur, elle avait une mauvaise information, des gens qui lui disaient que : « Mais non, si tu te rends à l'hôpital, tu vas payer 50 000 \$, 100 000 \$, et tout. », alors qu'il pouvait avoir un organisme, peut-être qui, après, pouvait peut-être l'aider ou bien des gens qui pouvaient l'aider. Mais au niveau de sa chambre sur l'avenue Querbes, sûrement que ses collègues ont voulu... ces *cochambrières* ont voulu l'aider, et tout, mais elle en est partie. Elle est partie simplement par manque d'informations. Parce qu'il n'y en avait pas.

2635 Mais ça, je veux vous le dire, je peux... comme... travaillant à Parc-Extension depuis une quinzaine d'années, je peux en énumérer beaucoup, ça, c'est sûr. Mais ça, c'est ce qui nous attire beaucoup.

2640 Même au niveau des violences que les femmes vivent au niveau de Parc-Extension, c'est sûr que quand il y a une violence et que la femme arrive à parler, à parler vraiment, à dire qu'est-ce qu'elle vit, qu'est-ce qu'il y a, ceci, oui, nous parlons avec la police, mais des fois,

quand la police arrive, qu'est-ce qu'on leur donne comme document? Un document en français. Mais la femme ne lit pas français, ne lit rien. Il faut qu'ils ramènent pour dire : « Mais ça, c'est quoi ? Ça, c'est ci. »

2645 Et nous-mêmes, nous n'avons pas vraiment... nous, on n'arrive pas à décoder. On n'arrive vraiment pas à décoder parce qu'il y a... des fois, devant ces documents, il y a des codes, il y a des vices cachés que nous n'arrivons vraiment pas à décoder, d'où je dis, au niveau de l'information, ça doit être fluide et ça doit être aussi accessible à ces immigrantes à statut précaire. De mieux comprendre qu'est-ce qu'il y a et que demain, après-demain, on n'arrive pas  
2650 à trouver qu'il y a une jeune fille de 22 ans qui meurt ici et sa famille est peut-être en Asie. Ça, c'est sûr.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :**

2655 Merci.

**M. HABIB EL-HAGE, commissaire :**

2660 Juste une petite question. Merci pour votre présentation. Moi, ma question porte sur est-ce que vous êtes capable de nous dire combien de personnes à statut précaire ou sans statut, sachant très bien que sans statut, ça peut être difficile de chiffrer, mais à peu près, ça représente combien dans l'arrondissement ou dans le quartier ou...?

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

2665 Mais nous, c'est sûr... On donne le dépannage alimentaire aussi.

**M. HABIB EL-HAGE, commissaire :**

2670 Oui.

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

2675 C'est sûr que les produits viennent de Moisson Montréal, et à chaque mardi, on donne à peu près à 120 personnes de dépannage alimentaire. Et ça, c'est sans compter le dépannage... le dépannage d'urgence. Parce qu'il y a le CLSC qui nous envoie souvent des gens en urgence. Et n'oubliez pas avec la gentrification à Parc-Extension, il y a déjà des familles qui vivent dans un 5½ à six.

2680 Donc, vraiment si... si je peux parler de cette situation au niveau de Parc-Extension, comme nous, Afrique au Féminin, ce qu'on peut vivre en intervention, au moins s'il y a à peu près 3 000 personnes qui peuvent venir par année pour vraiment venir demander de l'aide au niveau de... c'est-à-dire, j'environne vraiment à ce titre-là. Pour des gens qui veulent venir et demander, que ce soit en alimentation, que ce soit en...

2685 Parce qu'on donne aussi des meubles. Parce que ce sont des familles, des fois, qu'on n'arrive pas à dire qu'au niveau de Montréal, il y a encore des gens qui peuvent dormir par terre. Ça veut dire que sur... Il met ses habits et dort par terre. Ça, vous ne l'imaginez pas. Mais nous on le vit, là. On le vit vraiment. Une femme... elle me dit « Non, mais je... même ma fille, je prends mon manteau d'hiver en été, sur je mets sur... et puis ma fille dort. » C'est quand même inadmissible.

2690 Donc, ce sont des choses qu'on n'a pas l'information, ils n'ont pas l'information. On met des services, bon, bien, on n'a pas de financement, mais on essaie quand même de voir que ces gens qui vivent en situation précaire puissent avoir quelque chose de prêt.

2700 Donc, oui, mais je peux environner à peu près à... Mais ça, c'est rien que dans le quartier de Parc-Extension et dans Afrique au Féminin, ce que nous voyons, et n'oubliez pas : le quartier Parc-Extension est très petit, mais a beaucoup, vraiment, de problématiques. Et sur le territoire, rien que dans le quartier, il y a 22 organismes communautaires. 22. Avec des missions différentes. Donc, on arrive vraiment à travailler très, très fort même avec ce que nous avons.

**M. HABIB EL-HAGE, commissaire :**

2705           Merci.

**Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

2710           Merci, vous aviez... vous n'avez pas juste réitéré, mais vous avez illustré de façon éloquente des conditions de vie qui sont difficiles. Alors, merci pour votre témoignage.

**Mme ROSE NGO NDJEL :**

              Merci beaucoup et je vous remercie de m'avoir écoutée.

2715           **Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

              Je vous en prie.

2720           Je vais appeler maintenant monsieur Pierre Barrette de Concert'Action Lachine, s'il vous plaît.

**M. PIERRE BARRETTE :**

2725           Bonsoir.

**Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

              Bonsoir.

2730           **M. PIERRE BARRETTE :**

              Alors, je suis avec un de mes collègues de Lachine. Alors, merci de nous accueillir aussi.